

La politique microprudentielle et la gestion des risques bancaires

L'objectif principal de la politique microprudentielle est de protéger les institutions financières individuelles contre les risques et les empêcher de prendre trop de risques. Cependant, la récente crise financière de 2008 a montré que la stabilité des institutions financières individuelles ne suffit pas pour assurer la stabilité du système financier dans son ensemble.

Les instruments de la politique microprudentielle requièrent, au minimum:²¹⁹

- Un ensemble d'instruments quantitatifs fondés sur les risques pour établir les exigences de capital et de liquidité pour les établissements individuels;
- Les pouvoirs de surveillance efficaces sur les institutions (par exemple, les licences, la gouvernance, la gestion de risque, sanctions, et les pouvoirs de prendre des mesures correctives).

Les unités en charge du contrôle interne sont obligées d'assister au contrôle de tous les risques encourus par l'établissement. Cette activité est déterminante car elle cible des enjeux majeurs, comme la lutte contre le blanchiment d'argent ou l'affectation illégale de fonds.

Le principe de créer une activité typique se met dans la lignée des recommandations du Comité de Bale de 2003 sur la fonction de compliance qui classait 11 principes :²²⁰

- 1) L'organe délibérant doit superviser la gestion du risque de non-conformité. Il doit valider la stratégie de l'établissement. Il doit être informé au moins une fois par an de la politique de conformité et de ses modalités d'application.
- 2) L'organe exécutif doit définir une ligne d'action en matière de « compliance », il doit s'assurer qu'elle est suivie et il doit en informer l'organe délibérant.
- 3) L'organe exécutif doit organiser le contrôle du risque de non-conformité de manière permanente et efficace.

²¹⁹ Jacek Osiński, Katharine Seal et Lex Hoogduin, Microprudential Policies: Toward Cohabitation, IMF STAFF DISCUSSION NOTE, Juin 2013, P25.

²²⁰ Dov Ogien, Comptabilité et audit bancaires, 2ème édition DUNOD-Paris, 2008, P 390.

- 4) Le statut de cette fonction doit être formalisé dans une charte ou un document approuvé par l'organe délibérant, définissant son positionnement, ses compétences et son rattachement hiérarchique.
- 5) Elle doit être indépendante des équipes opérationnelles.
- 6) Elle a pour objet d'identifier, d'évaluer et de suivre les risques encourus par l'établissement et de conseiller et rendre compte des résultats à l'organe exécutif et délibérant.
- 7) Le responsable de la fonction de conformité est en charge du suivi continu des activités liées à cette fonction. Le régulateur bancaire doit être informé de son départ.
- 8) Le personnel mis à sa disposition doit avoir les compétences, l'expérience et les qualités professionnelles et personnelles permettant d'assumer cette fonction.
- 9) Ce dispositif doit permettre aux établissements ayant une activité internationale de gérer de manière satisfaisante le risque de non-conformité en se conformant aux règles locales.
- 10) L'activité de la fonction de conformité doit faire l'objet de revue périodique par l'Audit interne.
- 11) Certaines activités de la fonction de conformité peuvent éventuellement faire l'objet d'une externalisation, le responsable de la fonction de conformité doit faire partie de l'établissement.

7.1 Les méthodes classiques de gestion des risques

7.1.1 La comptabilité financière

Selon l'article 3 de Loi n° 07-11 portant système comptable financier définit la comptabilité financière comme un système d'organisation de l'information financière permettant de saisir, classer, évaluer, enregistrer des données de base chiffrées, et présenter des états reflétant une image fidèle de la situation financière et patrimoniale, de la performance et de la trésorerie de l'entité, à la fin de l'exercice.

Aussi l'article 10 de la loi précédente insiste sur le rôle de la comptabilité, elle doit satisfaire aux obligations de régularité, de sincérité et de transparence inhérentes à la tenue, au contrôle, à la présentation et à la communication des informations qu'elle traite.²²¹

7.1.2 L'analyse financière

L'analyse financière est une méthode, qui se base sur l'examen critique de l'information comptable et financière fournie par une institution à destination des tiers, détenant le but

²²¹ <http://www.joradp.dz/FTP/jo-francais/2007/F2007074.pdf> consulté le 18/07/2016.

d'estimer le plus objectivement possible sa performance financière et économique (rentabilité, pertinence des choix de gestion...), sa solvabilité (risque potentiel qu'elle présente pour les tiers, capacité à faire face à ses engagements...), et enfin son patrimoine.²²²

7.1.3 Audit interne bancaire

Lors de la mission d'audit, le contrôleur examine les comptes à partir de balances fournies par le client. Après validation des comptes, il vérifie qu'ils sont correctement repris dans les états de synthèse (bilan, compte de résultat et annexe). Le chef de la mission d'audit doit déterminer quelles vont être les techniques et outils à utiliser durant la mission. Les principales techniques d'audit sont les revues analytiques, les observations physiques, les confirmations directes, les sondages et l'informatique.²²³

Les revues analytiques peuvent être utilisées au début, lors de la planification de la mission, ou en fin de mission pour la revue de la cohérence des comptes. Il s'agit de comparer les données des états financiers de l'année en cours par rapport à l'année précédente afin de faire ressortir les écarts significatifs ainsi que les tendances sur la période.

En début de mission, la revue analytique permet de comprendre globalement l'activité et la rentabilité de l'entreprise depuis la dernière intervention de l'auditeur, puis de mettre en évidence les faits marquants de l'entité intervenus sur la période précédente. La démarche permet d'identifier les zones de risques sur lesquels vont se concentrer les travaux de l'équipe.

En fin de mission lors de la phase de finalisation de l'audit, la revue analytique permet de tirer une conclusion sur la cohérence de l'ensemble des comptes soumis à un contrôle. Cette conclusion s'appuie sur une connaissance parfaite de l'entité et de son secteur d'activité.

L'observation physique permet d'examiner un processus ou la façon dont une procédure est exécutée par une personne. Cette méthode est adaptée dans le contrôle d'un stock significatif sous forme d'un inventaire physique. Elle permet d'examiner la réalité d'un actif tel que le montant des espèces présent dans la caisse.

La confirmation directe est une procédure qui consiste à demander à des tiers qui entretiennent des relations commerciales, financières ou juridiques avec l'entreprise, des

²²² Florent Deisting et Jean-Pierre Lahille, Aide mémoire analyse financière, 4 édition DUNOD-Paris, 2008, P 17.

²²³ Dov Ogien, Op-Cit, P 388.

informations sur le solde de leurs comptes ou sur des opérations effectuées avec elle. Cette méthode est aussi appelée circularisations. Les confirmations directes sont réservées aux clients, fournisseurs, banques, assurances et avocats. Elles peuvent être utilisées pour confirmer la propriété d'immobilisations auprès du conservateur des hypothèques et cadastre ainsi que sur l'existence de garanties éventuelles.

Les sondages sont régulièrement utilisés par les auditeurs lorsqu'un contrôle exhaustif s'avère impossible. L'auditeur utilisera la technique des sondages dans la sélection des tiers faisant l'objet d'une procédure de confirmation ou de circularisations puis dans la sélection des références à contrôler lors d'un inventaire physique.

L'informatique est une technique de plus en plus utilisée en audit. Les principales fonctions des tableurs permettent l'extraction et le traitement de fichiers de l'entreprise auditée. D'autre part, l'utilisation de logiciels d'aide à l'audit permet à l'auditeur de constituer un dossier de travail électronique. Ces logiciels permettent d'automatiser un certain nombre de tâches à partir des informations données par le client, ainsi que la normalisation de tous les dossiers de travail grâce à la disposition de feuille de travail identiques.

La prise de connaissance générale de l'entreprise permet à l'auditeur de mieux appréhender sa mission et de cerner les éléments pouvant avoir une importance au niveau de son jugement. Il permet de définir les domaines d'audit à approfondir du fait de déficiences de la banque ou de difficultés prévisibles pour réaliser la mission.

L'analyse des risques permet alors de définir des objectifs d'audit dont dépendent la planification et le programme de révision. L'analyse du système de contrôle interne permet à l'auditeur d'en apprécier les points forts et les points faibles et de déterminer la nature, l'étendue et le calendrier de ses travaux. Des tests de conformité permettent de valider les procédures applicables dans la banque. Des tests de permanence permettent de s'assurer que les points forts sont appliqués.

Le contrôle des comptes et l'examen des documents de synthèse permettent à l'auditeur de se forger une opinion qui sera matérialisée par la rédaction d'un rapport. Le rapport exprime la certification que les comptes annuels sont réguliers (conformes aux règles et

principes comptables), sincères et donnent une image fidèle de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de l'exercice.

7.2 Les instruments micro-macro prudeniels et les nouvelles méthodes de gestion des risques

7.2.1 Le système de notation bancaire: Rating

Dans le sillage de la crise financière internationale, le rôle des grandes agences de notation de crédit est qu'elles attribuent des notes aux institutions financières qui ont été scrutées et vérifiées. La crise a mis en évidence les risques qui avaient été sous-estimés, mis en valeur l'aide du gouvernement qui a conduit les pouvoirs publics à engager une révision des cadres de réglementation et de soutien des banques. En réponse, un organisme a récemment proposé des changements importants à la méthode de notation de la banque et à la recherche de commentaires du public. Un autre organisme a rééquilibré l'importance relative accordée à des facteurs de notation. Les notations sont données selon des opinions établies au sujet de la solvabilité d'une entité, qu'elle soit souveraine, une institution ou un instrument financier. Elles reflètent à la fois les évaluations quantitatives du risque de crédit et le jugement expert d'un comité de notation.²²⁴

Les évaluations transmettent des informations sur la solvabilité relative et absolue des entités notées. Les agences soulignent souvent que la note reflète la solvabilité de l'entité notée par rapport à celle des autres. Cela dit, les organismes publient régulièrement des études qui portent l'association historique des évaluations et des indicateurs de solvabilité absolue, comme les taux de défaut et de l'ampleur des pertes en cas de défaut. En outre, dans le cas des produits financiers structurés, les cotes sont explicitement liées à des estimations des probabilités de défaut et pertes sur créances.

Le risque de crédit dépend de la probabilité que le débiteur fait un défaut de remboursement engendrant une perte économique à la banque. L'échec de la banque d'évaluer et de gérer le risque de crédit de manière efficace peut être grave et négatif sur la santé financière d'une banque et peut lui mener de lourdes pertes.

²²⁴ Anna P. I. Vong et Antonio Pires Patricio, Internal Credit Risk Rating Systems in the Macao Banking Sector, cet article est la suite de Credit Risk Assessment in the Macao Banking Sector publié en Euro Asia Journal of Management, V 15, N 2, December 2005, PP 1-26.

Une gestion efficace du risque de crédit suppose que le risque soit identifié et mesuré convenablement. L'un des obstacles de la gestion du risque de crédit est le processus d'évaluation du débiteur, non seulement au moment de premier contact, mais aussi régulièrement au cours de la relation continue. Les autorités monétaires sont conscient que quelques banques utilisent certains processus d'évaluation avec un usage limité seulement pour accélérer leur processus d'approbation de crédit, mais il est nécessaire de développer la portée de ces évaluations à l'égard de l'évaluation des risques et la mesure au cours de la relation continue.

Certains nombres de méthode d'évaluation ont évolué au fil du temps pour réaliser l'objectif de gestion de risque. Le résultat du processus d'évaluation est généralement une note de qualité; une note attribuée à l'emprunteur. Ces qualités représentent le niveau de risque de crédit associé à l'emprunteur. La mise à jour continue des notes, représente une intervention efficace pour la continuité de mécanisme d'examen de prêt et d'aide aux banques à attirer l'attention sur la détérioration de prêts avant qu'ils ne deviennent douteux.

Lorsque le système de notation interne est utilisé de manière efficace et bien structuré, il renforce les fonctions de surveillance de crédit donnant une vision cohérente sur son évaluation. Il participe aussi à la mise en œuvre de la gestion du risque de crédit actif à la fois à la transaction individuelle et au niveau de portefeuille global. Un système de notation de crédit bien établi peut être adopté dans la décision créant un processus de gestion et aidant aussi les banques à déterminer le seuil des taux d'intérêt de rentabilité nécessaires pour couvrir les pertes prévues de l'emprunt. Les banques exigent une marge appropriée pour le risque de crédit ou de pertes imprévues.

Bien que l'utilisation du système de notation du crédit externe est en évolution remarquable, il est devenu un moyen incontournable. Aussi les prêts aux clients non évalués ont formé la majeure partie du portefeuille de crédit des banques. Cela exige que les banques devraient simultanément utiliser leurs ressources internes pour identifier leurs clients dans la mesure et de telle manière, à gérer efficacement leurs portefeuilles.

Vue l'importance du système de notation interne des risques, toutes les banques et les institutions financières de développement sont invitées à développer et à améliorer une méthodologie objective et rigoureuse pour noter les risques internes à leurs emprunteurs sur la base des directives suivantes:

- Toutes les banques et les institutions financières seront tenues de renforcer leurs systèmes de notation interne des risques selon les exigences détaillées dans les normes Bale II suivant l'approche dit "Internal Rating Based IRB" pour bénéficier de l'utilisation de systèmes de notation interne pour le calcul du capital.

Treacy et Carey (2000)²²⁵ suggèrent que, dans la conception d'un système de notation de crédit, une banque doit tenir compte de nombreux facteurs, notamment le coût, l'efficacité de la collecte d'informations, la cohérence de la note produite, la motivation du personnel, la nature de l'activité d'une banque et l'utilisation à faire des évaluations internes. Ils ont eu à remarquer que la proportion des grades ou degrés utilisés pour distinguer entre les crédits à faible risque par rapport à la proportion d'utilisation des crédits le plus risqués ont tendance à différer avec le mix d'activités d'une banque. Un système de notation avec plusieurs catégories de notation est préférable à un système en quelques catégories.

Des distinctions plus fines de risque, en particulier chez les actifs plus risqués, peuvent améliorer la capacité d'une banque à analyser son exposition de risque du portefeuille. Cependant, un système de notation interne avec un plus grand nombre de classes est coûteux à exploiter en raison du travail supplémentaire nécessaire pour distinguer des degrés plus fins de risque.

Lors de l'attribution d'un demandeur de prêt à un grade particulier, **Crouhy et al. (2001)**²²⁶ suggèrent que les banques devraient analyser trois catégories différentes de variables quantitatives, qualitatives et juridiques.

L'analyse quantitative se concentre principalement sur l'analyse financière et est souvent basée sur des rapports financiers d'une entreprise. Les quatre principaux facteurs quantitatifs utilisés dans le modèle d'évaluation comprennent le revenu net, le bénéfice d'exploitation total, total des capitaux propres et de la valeur totale des actifs.

Ces facteurs permettent aux banques de calculer une variété d'indicateurs, y compris le rendement des actifs (ROA), le retour sur fonds propres (ROE) et l'utilisation des actifs (UA), etc. Une fois calculé, ces indicateurs seraient comparés à la norme de l'industrie bancaire. En plus de l'information divulguée dans les états financiers, les notes comprennent également des informations sur la qualité de la garantie. Pour certains types de prêts, comme les prêts à

²²⁵ Treacy W F et S M Carey, Credit Risk Rating System at Large U.S. Banks, *Journal of Banking and Finance*, N 24, 2000, P 167-201.

²²⁶ Crouhy M, D Galai et R Mark, Prototype Risk Rating System, *Journal of Banking and Finance*, N 25, 2001, PP 47-95.

l'étranger ou de prêts pour le client dans l'import-export, le risque pays est également un autre facteur important à prendre en compte. Comme pour l'analyse qualitative, la principale préoccupation sera la qualité de la gestion d'un emprunteur. Un examen approfondi de la compétitivité d'une entreprise au sein de son secteur, ainsi que la croissance attendue de l'industrie est nécessaire.

Enfin, l'analyse juridique se réfère à la capacité d'emprunter. Cela signifie que la banque doit veiller à ce que le client demande un prêt à l'autorité et que le statut juridique ne soit pas un accord contraignant. Une banque doit vérifier si le représentant d'une organisation demandant un prêt a le pouvoir de signer la convention de crédit liant l'organisation et si elle obtient en priorité sa garantie.

Malgré les progrès de la science et de la technologie qui permettent le développement d'un système expert ou modèles de classification statistique, le jugement humain est toujours un ingrédient important dans le processus d'évaluation du risque de crédit. Selon **Treacy et Carey (2000)**²²⁷, le processus de notation implique presque toujours l'exercice du jugement humain parce que les facteurs à prendre en compte dans l'attribution d'une notation et les poids attribués à chaque facteur peuvent différer de manière significative parmi les emprunteurs. En effet, les prêteurs expérimentés prennent en considération les notes et les rapports sur l'emprunteur pour procéder à prendre l'acte décisionnel du crédit.

Pour certains modèles le jugement et le sens commun en sont la principale raison tempérée qui peut appliquer entièrement les facteurs subjectifs impliqués dans le classement. Pour les grands risques, les avantages d'une telle précision peuvent l'emporter sur les coûts plus élevés des systèmes de jugement prévus. En raison de son coût élevé, en général, les banques produisent des notations de crédit pour seulement certaines affaires et prêts institutionnels.

²²⁷ Treacy et Carey, Op-Cit , P 23.

L'avenir de la notation des banques

Le déclassement du secteur bancaire, qui a commencé au cours de la récente crise financière, est susceptible de continuer. Les principales raisons de cette situation sont les leçons tirées de la crise récente sur le risque systémique et de la volatilité de la performance des banques, les finances affaiblies de certains fournisseurs souverains de soutien, et les initiatives politiques visant à sevrer les banques.

Le déclassement des banques a pour conséquence de mettre la pression sur le secteur bancaire à court terme, mais serait également le mettre sur une trajectoire à long terme vers un profil de risque durable. À court terme, les déclassements peuvent réduire la capacité de mobilisation de capitaux des banques, tout comme ils permettent de les faire sortir de la crise avec des bilans affaiblis et la nécessité de répondre aux exigences réglementaires strictes. Cela dit, les cotes qui reflètent les changements des cadres réglementaires et de soutien et de capturer avec précision les vulnérabilités des banques, aideraient à renforcer la discipline de marché et aligner le risque avec des coûts de financement. Cela conduirait à un secteur bancaire plus sain à long terme.²²⁸

Les améliorations à la notation des banques, qu'elles soient motivées par une révision méthodologique ou par un simple calibrage du modèle de notation, n'aura de conséquence que dans la mesure où elles influent sur les décisions financières. La crise financière a donné lieu à des initiatives stratégiques qui visent à affaiblir la dépendance à l'égard des organismes de réglementation et les investisseurs. Cela dit, il est évident que les acteurs du marché, en particulier ceux confrontés à des contraintes d'expertise, trouveront des alternatives viables aux évaluations fournies par les grandes agences.

Dans la mesure où les agences de notation maintiennent leur rôle d'avant-crise dans le paysage financier, elles vont influencer sur l'efficacité de la communication des autorités prudentielles avec les marchés financiers. Les évaluations les plus transparentes seront véhiculées par des évaluations plus explicites du soutien externe à la disposition des banques. Les doutes exprimés sur les initiatives politiques visant à restreindre le soutien externe et de mettre en place des régimes des résolutions efficaces pourraient compromettre les déclarations officielles à effet contraire. En revanche, les agences convaincantes de l'irréversibilité de ces

²²⁸ Frank Packer et Nikola Tarashev, *Banks: rating methodology*, Bank for International Settlements, Janvier 2011, PP 1-36.

initiatives politiques pourraient contribuer à une transition en douceur vers de nouveaux cadres réglementaires et de soutien pour les banques.

7.2.2 Le Système d'Alerte Avancé: Early system warning

Le système d'alerte avancé est l'un des efforts que le Fond Monétaire International, utilisé pour renforcer la surveillance, particulièrement l'étude des risques économiques, financiers et budgétaires ainsi que les retombées d'un secteur économique d'un pays à l'autre. L'exercice est appliqué à intervalle semestriel, en étroite coordination avec la production des Perspectives de l'économie mondiale, du Rapport sur la stabilité financière dans le monde et du Moniteur des finances publiques, publications phare du Fond Monétaire International sur la surveillance mondiale.²²⁹

Le but de Système d'Alerte Avancé est d'examiner les risques probables mais plausibles qui demanderaient l'avis de politiques économiques pouvant différer ceux identifiables suivant les références établies. Il ne faudrait pas tenter de prévoir les crises, mais plutôt de déterminer les éléments de vulnérabilité et les déclencheurs qui pourraient provoquer des crises systémiques, et d'identifier les atouts afin de les circonscrire, particulièrement par l'organisation d'une opération universelle.

8. Les tests de résistance (Stress tests)

La durée et la gravité des crises financières ont mené les banques et les autorités de supervision à poser la question si les tests de résistance sont suffisants pour prévoir ou limiter les chocs, et s'ils sont adéquats d'intégrer rapidement avec les nouvelles situations catastrophiques. Malgré, que la crise est loin d'être sévère, selon les résultats publiés par les banques, il est possible d'ignorer la faiblesse des tests de résistance vis à vis du déroulement des événements de la part des banques. Aussi bien que la crise n'est pas encore apparue, des leçons doivent être retenues par les banques et les autorités monétaires.

Les tests de résistance sont devenus un moyen incontournable dans la gestion des risques bancaires. Ils ont été développés progressivement après la crise financière systémique de 2007 qui a affecté le secteur bancaire. Le pilier II des exigences bancaires était renforcé par l'outil de stress test non seulement au niveau des Etats Unis et Européen mais aussi à l'échelle mondiale.

²²⁹ <https://www.imf.org/external/np/exr/facts/fre/pdf/ewef.pdf> consulté le 02/12/2015